

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Circonscription de RIOM

Candidatures de " FRONT SOCIALISTE "

Présentées par le Parti Socialiste Unifié



René BOUSCAYROL

Né en 1909 d'une famille d'origine paysanne fixée à Gimeaux depuis des siècles, élève au Lycée Michel de l'Hospital de 1913 à 1928, René BOUSCAYROL, après des études supérieures à Paris, est nommé administrateur en 1934.

Le Gouvernement Provisoire de la République lui confie en 1944 la direction conjointe de trois services économiques.

Pour raison de santé il prend sa retraite en 1955 et se retire avec sa famille à Gimeaux où il s'occupe d'histoire locale : en 1960 il publie " Riom d'Autrefois " et prépare actuellement les biographies des Riomois célèbres de la Révolution.

SPORTIF

Plusieurs titres de champion scolaire d'athlétisme, deux finales universitaires de basket-ball, etc...

SYNDICALISTE

En 1944, secrétaire national de la Fédération d'Administration Générale ; membre du bureau de l'UGFF, du Cartel Central des Services Publics et du Comité Confédéral National de la C.G.T. jusqu'en 1947, participe à l'élaboration du statut de la fonction publique et dirige d'importants mouvements revendicatifs.

SOCIALISTE

Fonde à Riom la " Jeune Garde antifasciste ", puis en 1928 " la Jeunesse Socialiste ". Inscrit à la section riomoise S.F.I.O. en 1929, aux Etudiants Socialistes de Paris de 1930 à 1933, à la V^e section de la Seine qu'il quitte en 1937 pour manifester son désaccord avec la politique de la S.F.I.O. au regard de la lutte des républicains espagnols ; il se consacre alors, avec Marceau Pivert, au " Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne ".

RÉSISTANT

Dès 1940, dans les " Forces Françaises Combattantes " (mouvement " Combat ").

Après la Libération, déçu par les partis de la gauche traditionnelle, il cesse pendant quelques années de militer.

La promesse d'un socialisme nouveau - ni dogmatique, ni sectaire - l'incite à reprendre la lutte sous le signe du P.S.U.

**VOTER P.S.U. C'EST IMPOSER
L'UNITÉ DE LA GAUCHE !**

VOTER P.S.U. C'EST DIRE :
NON AU POUVOIR PERSONNEL
NON aux combinaisons du passé
OUI à la démocratie nouvelle



Marcel SIMON
SUPPLÉANT

Né le 29 Juillet 1928 dans une famille paysanne d'Ayat-sur-Sioule, près de Saint-Gervais d'Auvergne, Marcel SIMON dut, comme tant d'autres, quitter sa terre pour aller travailler en usine à la ville.

Ouvrier caoutchoutier il assume des responsabilités syndicales et sa candidature d'aujourd'hui n'est pas autre chose que le prolongement de son combat en faveur de tous ses camarades, les "ouvriers-paysans" de notre région. Son expérience des milieux agricole et industriel l'ayant

persuadé de l'identité des problèmes de tous les travailleurs et de la nécessité d'une action concertée, il a trouvé au sein du P.S.U., les conditions propres à mener à bien cette action.

Parti qui n'a jamais dit oui à de Gaulle

le P.S.U. présente aux électeurs 120 candidats, parmi lesquels :

Edouard DEPREUX, ancien Ministre de l'Intérieur, à Sceaux ;
P. MENDÈS-FRANCE, ancien Président du Conseil, à Evreux ;
Tanguy PRIGENT, ancien Ministre de l'Agriculture, à Morlaix ;
Claude BOURDET, Directeur de " France Observateur ", à Paris ;
Antoine MAZIER, Maire de Saint-Brieuc ;
René ROUQUETTE, Maire de Decazeville...

Pour une République Socialiste

Dès le 7 Octobre, le Comité Politique National du Parti Socialiste Unifié a écrit aux autres partis de Gauche pour proposer dans le plus grand nombre possible de circonscriptions et **dès le premier tour, la candidature unique de l'opposition** de gauche déterminée avec les organisations syndicales locales et départementales. Aucun accord n'a pu se faire. La SFIO, occupée par ailleurs à faire réélire Paul Raynaud a répondu négativement. Depuis, Guy MOLLET a signé un accord, au mépris **de l'avenir des travailleurs** et de **la défense de la laïcité**, avec le M.R.P., les Indépendants et le Parti Radical.

Dans le Puy-de-Dôme, le PSU a proposé au PCF et à la SFIO de discuter de la possibilité de CANDIDATURES UNIQUES DE LA GAUCHE, DÈS LE PREMIER TOUR DES ELECTIONS GÉNÉRALES. Malgré les perspectives encourageantes ouvertes par l'union des partis, syndicats et autres organisations démocratiques pour le référendum du 28 octobre, le PCF et la SFIO n'ont pas répondu à cette invitation.

Devant le **refus que les vieux partis opposent à l'unité**, devant leur **incapacité à donner un contenu constructif à leur action**, devant leur **préférence pour le retour au passé et l'évidence qu'ils n'ont rien appris**, le Parti Socialiste Unifié a décidé de présenter des candidats aux élections avec un programme simple et sans démagogie :

Sur le plan politique

*Mise en place d'institutions permettant le **contrôle permanent du pouvoir** (assemblée politique ; assemblée économique et sociale composée en majorité de travailleurs ; gouvernement responsable devant l'Assemblée.)*

Lutte contre le fascisme, les hommes des complots et le pouvoir personnel : épuration de l'armée, de la police et des grands corps de l'état ; suppression des tribunaux militaires et d'exception.

Suppression des dépenses de la "force de frappe" et lutte contre l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins guerrières.

*Engagement dans une **politique de neutralisme actif**.*

Contrôle démocratique des moyens d'information : télévision et radio ne doivent pas être à la botte du gouvernement mais au service des usagers.

Défense des droits syndicaux (notamment du droit de grève menacé) et soutien des justes revendications des organisations ouvrières, paysannes et syndicales.

Défense de la laïcité : démocratisation et décentralisation de l'enseignement (gestion tripartite, gratuité des fournitures, présalaire étudiant... etc.)

Extension des pouvoirs des collectivités locales (Conseils généraux et Municipaux)

Sur le plan économique et social

Nationalisation des grands pôles de domination économique - Planification - Contrôle économique et financier des représentants des travailleurs sur les entreprises.

Réforme des structures foncières permettant une agriculture de groupe et une gestion coopérative par les agriculteurs eux-mêmes.

Modification de la répartition du revenu national au profit des classes défavorisées.

Transformation des circuits de distribution :

Suppression des intermédiaires inutiles (grossistes, etc.) ; producteurs et consommateurs doivent profiter les uns et les autres de l'abondance... et non pas les parasites.

*Reconnaissance du droit au logement impliquant une **politique de l'habitat** favorable aux budgets modestes.*

Réduction de la durée du travail, revalorisation des salaires et traitements ; suppression des abattements de zone ; généralisation du salaire garanti et des retraites complémentaires : octroi d'une retraite aux vieux travailleurs des campagnes. Attribution d'importants crédits aux **associations culturelles de jeunesse** et de **sport**. (Les compétitions pacifiques des stades remplaceraient les grandes manœuvres !)

... Au cours de leur tournée nos candidats développeront devant vous ce programme et répondront à vos questions.